

Le laboratoire citoyen travaille à faciliter l'accès des communautés aux services de base aux frontières ouest africaines

L'association laboratoire citoyen identifie et diffuse les initiatives locales transfrontalières dans six pays ouest africains. Elle entend ainsi renforcer l'intégration entre ces pays et y accélérer les réformes de la décentralisation.

Les collectivités territoriales peinent à organiser les services publics de base (santé, éducation, eau) au sein des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Elles manquent, en outre, de compétences techniques et de ressources. Face à ce constat, l'association laboratoire citoyen entend mobiliser les acteurs locaux pour influencer les politiques d'intégration et de décentralisation sur l'accès des citoyens aux services publics locaux. Elle vient de mettre en œuvre le programme régional citoyenneté communal. Ce dernier couvrira le Mali, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal et le Bénin.

Focus sur les projets locaux

L'association recensera et vulgarisera plus d'une trentaine d'initiatives locales portant sur l'accès aux services de base des communautés aux frontières des pays concernés. Objectif : leur permettre un accès équitable aux services de santé, d'éducation, d'eau, de transport... Elle réalisera 32 émissions et six débats télévisés sur la question. En outre, le laboratoire mettra en place quatre réseaux d'initiatives. Composés de la société civile, des collectivités territoriales et du secteur privé, ces derniers mèneront un plaidoyer auprès des Etats en vue d'une harmonisation des politiques d'intégration.

Des citoyens informés sur les textes communautaires

Par ailleurs, les citoyens pourront s'informer sur les textes de la libre circulation des personnes et des biens dans les zones transfrontalières. Pour ce faire, ils recevront des kits d'information – plaquettes, livrets, fiches techniques – en langues nationales. La campagne d'information ciblera également les services douaniers aux frontières des pays de l'UEMOA. A l'issue de la campagne, le laboratoire documentera au moins une dizaine de cas de mesures qui seront prises par les autorités administratives en faveur de la libre circulation.

Partenaire

Le Laboratoire Citoyenneté

Budget

1'400'000 Francs Suisses, soit environ 750 millions de FCFA.

Acteurs

Les citoyens . Le Conseil des CT de l'espace UEMOA . Les Ministères en charge de la décentralisation et de l'intégration des pays de l'espace UEMOA/CEDEAO . Les associations de pouvoirs locaux . Les collectivités territoriales.

Durée

Du 01.01. 2014 au 31.12.2017

Contact

Bureau de la Coopération Suisse au Mali

B.P. : 2386 Bamako

Tél. : + 223 20 21 81 79

Mail : bamako@sdc.net

Siteweb: www.cooperation-suisse.admin.ch/mali